



APPEL DE LA COORDINATION DES COLLECTIFS DE BRETAGNE

Pour le retrait total des projets et propositions de loi «sécurité globale» et « confortant les principes

républicains», la suppression du nouveau schéma national du maintien de l'ordre (SNMO) et l'abrogation des trois décrets élargissant les possibilités de fichage par la police

Depuis plusieurs semaines, aux quatre coins du pays, à l'appel d'organisations syndicales, de mouvements politiques, d'associations, de collectifs de journalistes, et de citoyens, de fortes mobilisations se mettent en place dans des cadres unitaires pour défendre nos droits et nos libertés.

Il est évident que le but du gouvernement est de restreindre la liberté d'informer, la liberté de la presse et de priver la population d'user de son droit d'expression, d'être informée, de manifester, de

s'organiser pour défendre les conquêtes ouvrières et les libertés démocratiques avec le délit d'intention et en perspectives les délits d'opinions.

Ceci dans un contexte de régression alarmante des droits sociaux, les plans de licenciement se multiplient et la précarité s'aggrave pour tous les travailleurs et les sans-papiers.

Ce gouvernement choisit la voie de la répression et de la restriction des libertés :

- **Il maintient sa loi de sécurité globale** qui restreint la liberté de la presse, contribue à la multiplication de violences policières en projetant l'interdiction de filmer ou photographier les actions de la police, prévoit la surveillance généralisée de l'espace public à base de drones notamment. Cette proposition de loi ouvre la porte à la privatisation des prérogatives de la police, dont celles qui relèvent du judiciaire.
- **Le projet de loi prétendant conforter « les principes républicains »** remet en cause la laïcité et la séparation de l'Église et de l'État, et ouvre la voie à un contrôle de l'ensemble des associations et stigmatise encore davantage une large partie de la population. **C'est aussi un pouvoir de contrôle de l'État sur toutes celles et ceux qui auraient "une idéologie qui se dresserait contre les valeurs de la République"**. L'interprétation laissée au pouvoir aménage la possibilité de voir condamner tous celles ou ceux qui contesteraient des politiques gouvernementales, sous couvert d'une atteinte aux valeurs de la république ! Ce projet de loi ne fait qu'organiser de nouveaux privilèges et avantages financiers aux Églises (immeubles de rapport !).
- **Trois décrets sont venus récemment donner la possibilité d'un fichage massif des militants**, et de leur entourage (notamment des enfants mineur-es) et d'une collecte de données très personnelles sur leur santé, de leurs activités sur les réseaux sociaux et sur leurs opinions philosophiques, associatives, politiques et syndicales !
- **De plus le gouvernement renforce ses dispositifs sécuritaires à travers le SNMO** (schéma national du maintien de l'ordre) pour lequel de nouvelles batteries de moyens militaires et policiers et extra public renforcent la puissance policière d'État, et ne peuvent que générer de graves inquiétudes citoyennes.

Ces lois vise les militants syndicaux, associatifs, politiques et les lanceurs d'alerte qui se battent pour améliorer le sort de la population et freiner le rouleau compresseur capitaliste.

Après l'extension de l'état d'urgence,
après les mesures liberticides,
l'avenir de la démocratie est en jeu !

L'autoritarisme est en marche.

Face à ces attaques sans précédent contre les plus élémentaires libertés démocratiques, la coordination des collectifs de Bretagne contre les lois liberticides exige le retrait total du projet de loi « sécurité globale », l'abrogation des trois décrets élargissant les possibilités de fichage par la police et le retrait du projet de loi prétendant conforter « les principes républicains ».